

mentions légales :

Editeur du site www.cabinetJLavocat.fr : EURL JLAavocat

Représentée par Ludivine JOUHANNY Avocat inscrit au barreau des Hauts-de-Seine

Domiciliée au : 121, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne Billancourt

l.jouhanny@cabinetjlavocat.fr

Tél : 01.40.91.44.52

EURL au capital de 1 500 €

RCS de Nanterre n°433955812

Le cabinet JLAavocat exerce une activité d'avocat.

Directeur de la publication : Ludivine JOUHANNY

Hébergeur : OVH SAS au capital de 10 000 000 € RCS Roubaix Tourcoing n° 424 761 419 00045 2, rue Kellermann BP 80157 59100 Roubaix www.ovh.com

Designer : Tom MARX

Conditions générales d'utilisation :

L'accès au Site ainsi que l'utilisation de son contenu s'effectue dans le cadre des mentions d'utilisation décrites ci-après qui fixent les obligations et responsabilités réciproques du cabinet JLAavocat et de l'utilisateur. Le fait d'accéder et de naviguer sur le Site constitue une acceptation sans réserve des conditions d'utilisation décrites ci-après que le cabinet JLAavocat se réserve le droit de modifier ou d'actualiser à tout moment sans avis préalable.

Politique de confidentialité

Conformément aux réglementations applicables à la profession d'avocat, celui-ci est soumis au secret professionnel vis-à-vis de son client et au principe de confidentialité.

Dans le respect de la vie privée des utilisateurs, le cabinet JLAavocat s'engage à ne divulguer à quiconque les données et pièces appartenant aux utilisateurs contenues sur ce site sans leur accord préalable et à ne faire usage des données que dans le cadre d'e-mailing d'information ou dans le cadre de sollicitations personnalisées en ligne destinés exclusivement aux clients.

De plus, un traitement des données de connexion peut être effectué, à des fins purement statistiques.

Propriété intellectuelle :

Le cabinet JLAavocat est titulaire de la marque « JLAavocat », ainsi que du nom de domaine www.cabinetJLavocat.fr, du logo cabinet JLAavocat et des déclinaisons déposés auprès de l'INPI.

La Marque et le Site sont des créations protégées par le droit de la propriété intellectuelle. Le Site dans son ensemble et chacun des éléments qui le composent (textes, arborescences, logiciels, vidéos, sons, animations, photographies, illustrations, schémas, logos) sont la propriété exclusive du cabinet JLAavocat qui est seul habilité à utiliser les droits de propriété intellectuelle y afférents. L'usage de tout ou partie du Site, notamment par téléchargement, reproduction, transmission, représentation ou diffusion à d'autres fins que pour votre usage personnel et privé dans un but non commercial est strictement interdit. La violation de ces dispositions est sanctionnée par le code de la propriété intellectuelle et le code pénal au titre notamment de la contrefaçon de droit d'auteur et de droit des marques et par le code civil en matière de responsabilité civile. Les marques et noms de domaine ainsi que les dessins et modèles qui apparaissent sur le Site sont la propriété exclusive du cabinet JLAavocat. La création de liens hypertextes vers le Site ne peut être faite qu'avec l'autorisation écrite et préalable du cabinet JLAavocat, laquelle autorisation pouvant être révoquée à tout moment. Les sites ayant un lien hypertexte vers le Site ne sont pas sous le contrôle du cabinet JLAavocat qui décline par conséquent toute responsabilité concernant l'accès et le contenu de ces sites. Le cabinet JLAavocat est libre de modifier, à tout moment et sans préavis, le contenu du Site.

Données Personnelles :

Responsable de Traitements : Ludivine JOUHANNY –JLAavocat 121, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne Billancourt – l.jouhanny@cabinetjlavocat.fr.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, tout utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, à la portabilité et de suppression ou au retrait du consentement au traitement de ses données personnelles en adressant un mail à l.jouhanny@cabinetjlavocat.fr.

Le cabinet répondra à votre demande dans un délai maximal de 30 jours à compter de sa réception, sous réserve qu'elle soit suffisamment précise.

Les données ou pièces recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à :

- conserver les coordonnées des clients qui ont communiqué avec le cabinet par voie électronique
- traiter les demandes de prestations juridiques en ligne effectuées par les clients
- adresser des e-mailing d'information ou des sollicitations personnalisées en ligne destinés exclusivement aux clients.
- des fins purement statistiques de connexion

Les données des utilisateurs non-clients ne sont pas conservées.

Les coordonnées du client pourront être utilisées par le cabinet pour des e-mailing pendant 13 mois afin de proposer au client des prestations personnalisées notamment au regard de nouvelles réglementations. Le client peut à tout moment par e-mail adressé à consultation@cabinetjlavocat.fr demander à ne plus être enregistré dans la base de données dématérialisée.

Le cabinet JLavocat pourra utiliser les e-mails pour adresser aux clients des informations ou des sollicitations personnalisées relatives notamment à l'actualité du cabinet ou à la mise à jour de réglementation.

Le cabinet JLavocat adresse une fois par an à une date fixe un e-mailing à ses clients qui pourront décider de ne plus recevoir d'information ou de sollicitations personnalisées. A défaut, la conservation des données et pièces est renouvelée tacitement d'une année.

Les données demandées lors du paiement en ligne sont sécurisées.

A ce titre, lorsque l'utilisateur fournit des données personnelles, il s'engage à communiquer des informations exactes et ne portant pas préjudice aux intérêts ou aux droits des tiers. Pour le Site, l'utilisateur n'a pas à communiquer de données personnelles.

Le cabinet est responsable du traitement des données personnelles et est seule destinataire de ses données personnelles. Le cabinet est soumis au secret professionnel et s'engage à préserver la confidentialité des données personnelles sauf à recevoir un accord préalable du client sur leur diffusion à un tiers.

Néanmoins, sont seuls responsables des contenus des données et des pièces communiqués les utilisateurs eux-mêmes. Le cabinet se décharge à ce titre de toute responsabilité sur les données et pièces communiquées par l'utilisateur.

Garantie et responsabilité :

Le cabinet s'efforce de rendre accessible sans interruption les informations et les outils accessibles sur le Site et qu'elles soient exactes et mises à jour. En aucun cas, le cabinet ne peut être tenue pour responsable d'un quelconque dommage qui découlerait de la consultation, de l'utilisation, de la défaillance ou de l'inaccessibilité temporaire au Site.

Le cabinet décline notamment toute responsabilité en cas d'interruption ou d'inaccessibilité aux pages de prestations juridiques en ligne et au paiement en ligne, le cabinet permettant aux clients de communiquer via l'e-mail consultation@cabinetjlavocat.fr, par courrier au 121, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne Billancourt et de payer par virement suivant RIB joint sur la page honoraires ou par chèque.

Conditions générales de services :

Le cabinet met à la disposition des clients un service de prestations juridiques en ligne. L'utilisateur peut ainsi demander au cabinet une consultation juridique ou la rédaction d'un acte juridique par e-mail à consultation@cabinetjlavocat.fr qui s'engage à proposer dans un délai de 48 heures maximum (jours ouvrable) une convention de mission valable pendant 30 jours et qui devra être retournée par l'utilisateur signée et accompagnée de la copie d'un justificatif d'identité, des coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, d'un RIB, de la copie des pièces sollicitées par le cabinet pour le bon traitement du dossier. A réception, l'utilisateur deviendra client du cabinet. Le client devra, dans l'intérêt de son dossier, se rendre accessible par tout moyen que le cabinet jugera utile. Le client pourra à tout moment contacter le cabinet par téléphone.

Conformément aux articles L 221-5 et suivants du code de la consommation, le consommateur dispose d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de l'envoi au cabinet de la convention d'honoraires signée qui est accompagnée d'un formulaire de rétractation et d'un avis d'information disponibles sur la page « *prestations juridiques en ligne* ».

Le jour où le contrat est conclu n'est pas compté dans le délai de 14 jours qui commence à courir au début de la première heure du premier jour et prend fin à l'expiration de la dernière heure du dernier jour du délai. Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Le consommateur exerce son droit de rétractation en informant le professionnel de sa décision de se rétracter par l'envoi, avant l'expiration du délai de 14 jours du

formulaire de rétractation communiqué par le cabinet ou de toute autre déclaration, dénuée d'ambiguïté, exprimant sa volonté de se rétracter. Le cabinet communiquera, sans délai, au consommateur un accusé de réception de la rétractation.

Lorsque le droit de rétractation est exercé, le cabinet rembourse le consommateur de la totalité des provisions versées au plus tard dans les quatorze jours à compter de la date à laquelle il est informé de la décision du consommateur de se rétracter. Si le consommateur souhaite que l'exécution de la prestation juridique commence avant la fin du délai de rétractation de 14 jours, il communique au cabinet sa demande expresse et écrite par tout moyen.

Le consommateur qui a exercé son droit de rétractation d'une prestation dont l'exécution a commencé, à sa demande expresse, avant la fin du délai de rétractation doit au cabinet un montant correspondant au service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter ; ce montant est proportionné au prix total de la prestation convenu dans la convention d'honoraires.

L'exercice du droit de rétractation met fin à l'obligation des parties soit d'exécuter le contrat à distance, soit de le conclure lorsque le consommateur a fait une offre. L'exercice du droit de rétractation de la prestation principale met automatiquement fin à toute prestation accessoire.

Le droit de rétractation ne peut être exercé pour la prestation pleinement exécutée avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.

Cookies :

Afin de vous identifier lors de votre connexion sur le Site et de faciliter votre participation à certains événements et activités du Site, le cabinet peut implanter un ou plusieurs cookies dans votre ordinateur. Ces cookies permettent également de réaliser des statistiques d'audience. Leur durée de conservation dans votre ordinateur est de 30 jours. L'utilisateur peut configurer son ordinateur afin de s'opposer à l'enregistrement de cookies. Attention, l'opposition à l'utilisation des cookies peut empêcher de profiter pleinement de la navigation sur le Site.

Réclamations :

Toute personne souhaitant déposer une réclamation relative au Site et à son contenu peut s'adresser à consultation@cabinetjlavocat.fr.

Conformément au règlement européen n°2016/679 sur la protection des données personnelles, tout intéressé peut également saisir l'autorité de contrôle compétente : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 - Tél : 01 53 73 22 22.

Litiges :

Les présentes CGU et CGS sont soumises au droit français. Pour le règlement de tout différend entre les parties relatives aux présentes conditions générales d'utilisation et de service, il est fait expressément attribution de compétence au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE.